

## Maître d'ouvrage

Ministère chargé des Transports

Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée

Service des Politiques de l'Exploitant et de la Programmation

16, rue Antoine Zattara

13003 MARSEILLE

Téléphone : 04.88.44.53.12

Courriel : [spep.dirmed@developpement-durable.gouv.fr](mailto:spep.dirmed@developpement-durable.gouv.fr)

## RN106

**Travaux de réparation du ponceau de l'ancien dépôt à sel**

**PR21+220**

**Département de la Lozère**

## D.C.O.E

**0.2 – Règlement de la Consultation (RC)**

## Maître d'œuvre

Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée

Service d'Ingénierie Routière de Mende-Montpellier (site de Mende)

4, avenue de la Gare BP 132

48005 Mende cedex

Téléphone : 04.66.49.41.43

Télécopie : 04.66.49.41.07

Courriel : [Sir-Mende.dirmed@developpement-durable.gouv.fr](mailto:Sir-Mende.dirmed@developpement-durable.gouv.fr)



**MINISTÈRE  
CHARGÉ  
DES TRANSPORTS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction interdépartementale des routes nationales  
MÉDITERRANÉE

[www.dir.mediterranee.developpement-durable.gouv.fr](http://www.dir.mediterranee.developpement-durable.gouv.fr)

## MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

### RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

#### *L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage*

Ministère en charge des transports

#### *Représentant du Maître d'ouvrage (RMO)*

Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes Méditerranée par délégation de  
M. le Préfet de Région PACA par arrêté préfectoral du 24 janvier 2025

#### *Objet de la consultation*

RN 106 - Travaux de réparation du ponceau de l'ancien dépôt à sel - PR 21+220 -  
Département de la Lozère

#### *Remise des offres*

Date et heure limites de réception : 20 mai 2025 à 22 h 00 (heure locale de l'adresse  
du RMO)

# REGLEMENT DE LA CONSULTATION

## SOMMAIRE

|   | Pages     |
|---|-----------|
| <b>ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION.....</b>                                   | <b>4</b>  |
| <b>ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....</b>                                    | <b>4</b>  |
| 2-1. Définition de la procédure.....  | 4         |
| 2-2. Décomposition en tranches et en lots.....  | 4         |
| 2-3. Nature de l'attributaire.....  | 4         |
| 2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières.....         | 5         |
| 2-5. Variantes.....   | 5         |
| 2-6. Prestations supplémentaires éventuelles.....                                       | 5         |
| 2-7. Exigences minimales de la négociation.....   | 5         |
| 2-8. Délai d'exécution des travaux.....   | 6         |
| 2-9. Modifications de détail au dossier de consultation.....                            | 6         |
| 2-10. Délai de validité des offres.....   | 6         |
| 2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense.....                | 6         |
| 2-12. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau.....                         | 6         |
| 2-13. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS).....    | 6         |
| 2-14. Mesures particulières concernant la propreté en site urbain.....                  | 7         |
| 2-15. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels.....                  | 7         |
| 2-16. Clauses sociales et environnementales.....  | 7         |
| <b>ARTICLE 3. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION.....</b>                                   | <b>8</b>  |
| 3-1. Solution de base.....  | 9         |
| 3-2. Variantes.....   | 16        |
| <b>ARTICLE 4. SELECTION DES CANDIDATURES - EXAMEN DES OFFRES ET NEGOCIATION.....</b>    | <b>16</b> |
| 4-1. Sélection des candidatures.....  | 16        |
| 4-2. Jugement et classement des offres.....   | 16        |
| <b>ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE.....</b>                       | <b>21</b> |
| 5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation..... | 21        |

|  |           |
|--|-----------|
| <b>5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique.....</b> | <b>22</b> |
| <b>ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....</b>  | <b>22</b> |

# REGLEMENT DE LA CONSULTATION

*Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.*

## **ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION**

La consultation concerne les travaux de réparation du ponceau de l'ancien dépôt à sel sur la RN106, au PR21+220, dans le département de la Lozère.

Les prestations, objet de la présente consultation relèvent de la catégorie 2 au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : Les prestations auront lieu au ponceau de l'ancien dépôt à sel, situé au PR21+220 de la RN106, en Lozère.

## **ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

### **2-1. Définition de la procédure**

La présente consultation est lancée selon la procédure **adaptée** définie aux articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du CCP.

### **2-2. Décomposition en tranches et en lots**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, l'opération de travaux n'est pas allotie.

### **2-3. Nature de l'attributaire**

Le marché sera conclu :

- soit avec une entreprise unique ;
- soit avec des entreprises groupées conjointes ou des entreprises groupées solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

Chaque candidat ne pourra remettre, pour la présente consultation, qu'une offre en agissant en qualité soit de candidat individuel, soit de membre d'un groupement.

Conformément aux articles L.2141-13, L.2141-14 du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du CCP, le maître

d'ouvrage peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation du maître d'ouvrage un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

## **2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières**

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

## **2-5. Variantes**

Les candidats doivent répondre à la solution de base.

L'absence d'offre de base de la part d'un soumissionnaire rendra irrégulières la variante proposée par ce même soumissionnaire.

Les candidats peuvent présenter une offre comportant une solution variante. Celle-ci est présentée sous la forme d'un dossier de variante unique. Le candidat peut inclure dans sa solution variante une ou plusieurs variantes dont les exigences minimales à respecter sont les suivantes :

La variante portera uniquement sur le mode de réalisation du puits de raccordement à l'ouvrage n°4. Ainsi, le puits qu'il est prévu de réaliser dans la solution de base pourra être construit en utilisant des modes opératoires et de construction différents. La variante devra respecter l'implantation du puits et ses dimensions intérieures devront être au moins égales à celles mentionnées sur les plans joints au DCOE. La variante sera assortie d'au moins une risberme ou d'un dispositif équivalent en aval de la descente d'eau pour freiner les écoulements et offrira des dispositifs anti-chute équivalents à ceux prévus en solution de base. La variante devra permettre de maintenir la largeur minimale de la voie de l'ancien CFD telle qu'elle figure sur les plans joints au DCOE,

Les exigences minimales à respecter par l'offre variante sont celles requises pour la solution de base telles que définies au présent dossier, notamment :

- respect des clauses administratives prévues au CCAP, et tout particulièrement les sujétions portées à son article 3.2.1 ;
- respect des délais globaux prévus à l'article 3 de l'Acte d'Engagement ;
- prise en compte des données et contraintes du site et inhérentes à l'opération ;
- respect des exigences environnementales prévues dans la Notice de Respect de l'Environnement.

Pour le dossier de la solution variante, les candidats doivent fournir les éléments du projet de marché de la solution variante proposée : compléments au CCTP, prix supplémentaires au BP et DE modifié. A ce sujet, la création du puits tel que prévu en solution de base est couverte par les prix n°3010 à 3270 du Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires.

Les modalités de sa présentation sont précisées à l'article 3-2 ci-après.

## **2-6. Prestations supplémentaires éventuelles**

Sans objet.

## **2-7. Exigences minimales de la négociation**

Sans objet.

## **2-8. Délai d'exécution des travaux**

Le délai d'exécution des travaux est fixé dans l'acte d'engagement.

## **2-9. Modifications de détail au dossier de consultation**

Le RMO se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **2-10. Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est de 240 jours; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

## **2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense**

Sans objet.

## **2-12. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau**

Si le candidat propose, dans son offre, d'utiliser des matériaux et fournitures de type nouveau, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'introduire dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières la clause suivante :

« Le titulaire garantit le maître d'ouvrage contre la mauvaise tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ci-après, mis en œuvre sur sa proposition :

\_\_\_\_\_

pendant le délai de \_\_\_\_ ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage le titulaire dans le cas où, pendant ce délai, la tenue du(des) matériau(x) et fourniture(s) ne serait pas satisfaisante, à le (les) remplacer à ses frais sur simple demande du maître d'ouvrage, par le(s) matériau(x) et fourniture(s) suivant(s) :

\_\_\_\_\_

**Cette garantie particulière couvre les dommages qui n'engagent pas la présomption de responsabilité décennale des entreprises. »**

## **2-13. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)**

A. Le chantier étant soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, sont joints au présent dossier de consultation :

- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) comprenant les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants.

## **B. Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)**

Le chantier est soumis aux dispositions de la section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 modifié.

L'/Les entreprise(s) retenue(s) et ses/leurs sous-traitants éventuels seront tenus notamment de remettre au coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

## **C. Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et de Conditions de Travail (CISSCT)**

Sans objet.

## **2-14. Mesures particulières concernant la propreté en site urbain**

L'attention des entreprises est appelée sur les conditions d'exécution des travaux projetés en ce qui concerne la tenue du chantier, son apparence extérieure et sa propreté.

La Notice de Respect de l'Environnement (NRE), document contractuel, regroupant les données relatives à la protection de l'environnement est jointe au présent dossier de consultation.

A la remise de l'offre, chaque candidat devra fournir un Schéma Organisationnel du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE), document contractuel représentant un engagement de l'entreprise, dont le cadre est fourni au dossier de consultation des entreprises.

## **2-15. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels**

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

## **2-16. Clauses sociales et environnementales**

### **S'agissant de la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique :**

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère social dont le détail est indiqué ci-dessous. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

### **Clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.**

Cette consultation comporte une condition particulière d'exécution visée par l'article L2112-2 et L2112-4 du Code de la commande publique applicable au 1<sup>er</sup> avril 2019.

Le maître d'ouvrage, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L2112-2 et L2112-4 du Code de la



commande publique applicable au 1<sup>er</sup> avril 2019 en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique (voir Article 11 du CCAP).

Plutôt que d'imposer des heures d'insertion sociales, l'organisme facilitateur a proposé de réaliser une action envers les publics en insertion et en lien avec ses équipes :

- Favoriser la formation en alternance des publics cibles ;
- Favoriser l'accès des entreprises de l'Économie Sociale et Solidaire (Entreprises Adaptées, Entreprises de Service d'Aide par le Travail, Structures d'Insertion par l'Activité Économique) à l'activité générée par l'exploitation de la future voie verte
- Sensibiliser les personnes éloignées de l'emploi aux métiers en tension ;
- Renforcer les actions de lutte pour l'égalité femme / homme et pour la non-discrimination au travail ;
- Favoriser la mise en place d'actions en direction de la mobilité des publics cible.

### **S'agissant de la clause environnementale**

#### ***A- Respect de l'Environnement***

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Ainsi les pièces du marché fixent des prescriptions environnementales portant notamment sur la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transports, la qualité environnementale des matériaux et d'une manière générale la prise en compte de la présence d'espèces protégées à proximité du chantier.

Ces conditions sont décrites dans la pièce Notice de Respect de l'Environnemental (NRE) du dossier de consultation.

#### ***B- Les mesures particulières concernant l'élimination des déchets***

L'élimination des déchets du chantier est soumise aux obligations prévues notamment par la loi du 15 juillet 1975 modifiée par la loi du 13 juillet 1992. Le stockage et la mise en décharge des déchets obéissent à des règles particulières notamment au plan départemental d'élimination des déchets.

Le titulaire du marché est responsable des déchets issus des travaux objet du présent marché. Il met en place les conditions nécessaires à l'élimination de ces déchets.

## **ARTICLE 3. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION**

Le retrait du dossier de consultation se fait par téléchargement sur le profil d'acheteur.

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître d'ouvrage. Toutefois ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

**Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.**

**L'acte d'engagement sera daté et signé par le(s) représentant(s) habilité(s) du/des candidat(s).**

### **3-1. Solution de base**

#### **3-1.1.** Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- **Bordereau 0** «Pièces relatives à la consultation»
  - L'avis de marche envoyé à la publication ;
  - Le présent règlement.
- **Bordereau 1** «Pièces du marché»
  - Les pièces du projet de marché, énumérées à l'article 3-1.2 ci-après, à compléter sans modification [Cadre de l'Acte d'Engagement (A.E.), Cadre du Bordereau des Prix (CBP), Cadre du Détail Estimatif (CDE)] ;
  - Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
  - Plan Général de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (PGCSPS) précisant également les modalités protiques de coopérations entre le coordonnateur SPS et les intervenants ;
  - Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
  - Le dossier de plans ;
  - La Notice de Respect de l'Environnement (NRE) ;
  - Le cadre du Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance Qualité (SOPAQ) ;
  - Le cadre du Schéma Organisationnel du Plan de respect de l'environnement (SOPRE) ;
  - Le cadre du Dossier d'Exploitation Sous Chantier (DESC) .
- **Bordereau 2** «Pièces non contractuelles destinées à faciliter l'intelligence du projet» :
  - Plan de situation ;
  - Dossier des réseaux existants (déclarations de travaux effectuées auprès du téléservice du guichet unique et réponses des exploitants) ;
  - Avant-métrés ;
  - Reportage photographique du site ;
  - Étude Géotechnique (G2PRO) ;
  - Diagnostics chaussée.

#### **3-1.2.** Composition du dossier à remettre par les candidats

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

##### **dans un sous dossier, les pièces relatives à la candidature :**

- **Situation juridique - références requises :**

Si le candidat utilise le DUME :

  - \* Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français.

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

  - \* Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du CCP, à cet effet le candidat pourra utiliser les formulaires DC1 et DC2 téléchargeables sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>
  - \* La forme juridique du candidat ;
  - \* En cas de groupement, sa nature et le nom du mandataire ;

\* Les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché ;

\* Les candidats entrant dans le cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du CCP seront exclus;

\* Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-7 à L.2141-11 du CCP pourront être exclus.

• **Capacité économique et financière - références requises :**

Si le candidat utilise le DUME :

\* Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français avec :

- le chiffre d'affaires annuel des 3 derniers exercices (partie IV B 1a) ;
- le chiffre d'affaires annuel des 3 derniers exercices dans le domaine d'activités couvert par le marché (partie IV B 2a) ;
- le montant couvert par l'assurance contre les risques professionnels (partie IV B 5) ;
- une déclaration appropriée de banque (partie IV B 6).

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

\* Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du marché, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles ;

\* Une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels par attestation conforme à l'article A 243-2 et suivants du code des assurances.

Le candidat peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le maître d'ouvrage.

**Capacité économique et financière - niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) :**

Sans objet

**Référence professionnelle et capacité technique - références requises :**

Si le candidat utilise le DUME :

\* Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français avec :

- les informations concernant l'opérateur économique (partie II à remplir en totalité) ;
- une liste des prestations exécutées sur les 3 dernières années (partie IV C 1b).

\* Les certificats de qualifications professionnelles suivants :

- Fédération Nationale des Travaux Publics (FNTP) référentiel:

113 Ouvrages de technicité courante,

114 Ouvrages en maçonnerie,

254 Ancrages,

712 Étanchéités d'ouvrages et Cuvelage.

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

A - Expérience :

La présentation d'une liste des travaux en cours d'exécution ou exécutés au cours des 3 dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.

B - Capacités professionnelles :

\* L'indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de

l'entreprise, et notamment des responsables de conduite des travaux de même nature que celle du marché ;

\* Les certificats de qualifications professionnelles suivants :

- Fédération Nationale des Travaux Publics (FNTP) référentiel:

113 Ouvrages de technicité courante,

114 Ouvrages en maçonnerie,

254 Ancrages,

712 Étanchéités d'ouvrages et Cuvelage.

La preuve de ces capacités peut être apportée par tout autre moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

C - Capacités techniques :

\* Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des 3 dernières années ;

\* Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du marché public ;

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (notamment en cas de sous-traitance). Dans cette hypothèse, le candidat apporte les justifications des capacités du ou des opérateurs économiques en cause et produit un engagement écrit de ce ou ces derniers justifiant qu'il en dispose pour l'exécution du marché.

**Référence professionnelle et capacité technique - niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) :**

Sans objet

L'acheteur exige la fourniture des documents demandés même s'ils ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation

**dans un autre sous dossier, les pièces relatives à l'offre :**

**I - Un projet de marché** comprenant :

- **L'acte d'engagement** : cadre ci-joint à compléter, dater et signer électroniquement conformément à l'article 5-1 du présent RC par le(s) représentant(s) habilité(s) de l'entreprise ;

Dans le cas d'un **groupement conjoint**, le candidat joindra l'annexe relative à la répartition et la valorisation des prestations entre les cotraitants ;

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du CCP, le candidat doit compléter cet acte d'engagement en l'accompagnant de formulaires DC4 complétés à raison d'un par sous-traitant. Ce formulaire est téléchargeable sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>. Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 5-2 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article 4 de l'acte d'engagement.

- **Le bordereau des prix unitaires et forfaitaires** : cadre ci-joint à compléter sans modification ;

- **Le détail estimatif** : cadre ci-joint à compléter sans modification.

Dans le cas d'un **groupement conjoint**, les candidats devront préciser dans l'annexe à l'acte d'engagement la répartition des postes techniques par cotraitant ainsi qu'une ventilation valorisée pour chacun d'eux. Pour cela, ils devront s'inspirer du cadre de détail estimatif.

## **II - Les documents explicatifs nécessaires à l'analyse des offres et devenant contractuels à la signature du marché :**

Au projet de marché sera joint les documents suivants présentés strictement comme indiqué ci-dessous :

- **Le Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance de la Qualité (SOPAQ)** cadre ci-joint à compléter servant de support pour l'établissement et la mise en oeuvre du plan d'assurance de la qualité (PAQ). Le SOPAQ deviendra contractuel à la signature du marché.

**Ce document est un engagement du soumissionnaire sur la mise en œuvre des dispositions qu'il définit. Il doit être paraphé et signé.**

Le SOPAQ contiendra notamment :

- L'organisation et l'organigramme de l'entreprise précisant les missions et délégations de chaque niveau hiérarchique pour le personnel concerné par le chantier, plus particulièrement du directeur des travaux avec ses références sur des travaux analogues ;
- Les principales dispositions que le soumissionnaire prévoit en matière :
  - d'organisation générale du projet ;
  - de maîtrise de la planification de la réalisation ;
  - de maîtrise des études d'exécution ;
  - de maîtrise des fournitures et sous-traitances ;
  - de maîtrise des processus d'exécution ;
  - d'organisation des contrôles ;
  - de maîtrise de la documentation.
- Il comprendra les éléments suivants :
  - la liste des procédures et méthodes d'exécutions qui seront à fournir en période préparatoire ;
  - les dispositions pour la gestion des points critiques et des points d'arrêt ;
  - l'organisation détaillée du contrôle intérieur du groupement en distinguant l'organisation du contrôle interne et l'organisation du contrôle externe, notamment les qualifications du laboratoire chargé des différents essais prévus au CCTP.
- Le Schéma d'Organisation du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE), cadre ci-joint à compléter servant de support pour l'établissement et la mise en oeuvre du plan de respect de l'environnement (PRE). Le SOPRE deviendra contractuel à la signature du marché.

**Ce document est un engagement du soumissionnaire sur la mise en œuvre des dispositions qu'il définit. Il doit être paraphé et signé.**

Il comportera notamment :

- Une note de synthèse rappelant les exigences, engagements et contraintes définies par le maître d'ouvrage ;

- Une liste des principaux textes législatifs et réglementaires, et autres textes normatifs et de référence, s'appliquant à la partie des travaux lui incombant ;
- Les principales dispositions d'organisation et de contrôle que le soumissionnaire s'engage à mettre en œuvre pour respecter les exigences spécifiées en matière environnementale, et prévenir et/ou réduire les impacts sur l'environnement.

Le SOPRE traite également des dispositions générales relatives à la gestion des déchets que le soumissionnaire s'engage à mettre en œuvre, dont le suivi et la traçabilité de l'élimination des déchets du chantier, en conformité avec la réglementation.

Pour cette composante déchets, le titulaire décrit :

- La liste, structurée par classe, et l'évaluation de la quantification des déchets à gérer, par type de travaux ;
- L'organisation mise en place : organigramme, missions et responsabilités des personnels devant assurer l'application de la procédure environnementale de gestion des déchets ;
- Les méthodes et moyens utilisés pour trier les différents déchets à gérer et assurer leur non-mélange ;
- La localisation, la description des dépôts, centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclages vers lesquels seront acheminés les différents déchets à gérer, les modalités d'information du maître d'œuvre lors de l'exécution des travaux, relativement à la nature des déchets, aux quantités et aux dates et lieux d'évacuation ;
- Les modalités et moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité de gestion des déchets ;
- Les cadres des documents de suivi et traçabilité des déchets (dont bordereaux de suivi et registres) ;
- Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour cette gestion.

Dans le cadre de cette composante « Gestion des Déchets » du SOPRE, le soumissionnaire présente :

- L'organisation proposée en matière de gestion des déchets ;
- Les éventuelles modalités de revalorisation des matériaux présents sur le site ;
- Les modalités de transport pour l'acheminement des déchets, selon leurs natures ;
- Les centres de stockage, ou centres de regroupement ou transit, ou plate-forme de recyclage ou lieu de réutilisation, où seront acheminés les différents déchets à évacuer, selon leurs natures ;
- Les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents types de déchets sur le chantier d'origine ;
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre pendant les travaux, par nature de déchets.

### **III – Les Pièces non contractuelles nécessaires au jugement des offres :**

Ces pièces sont regroupées dans un mémoire justificatif et explicatif comportant les documents suivants :

#### **A- Un mémoire d'ordre général comportant :**

- Document 1 : Note « Études d'exécution »

Cette note « études d'exécution » indiquera l'organisation de l'équipe d'études, les fonctions et responsabilités de chaque responsable et des exécutants ainsi que leurs qualifications (les CV, avec références des titres d'études et/ou de leur expérience professionnelle) ainsi que la description de la démarche des études. En particulier, les bureaux d'études pressentis pour les prestations de génie civil et de géotechnique seront précisés. Les moyens de calculs de chacun d'entre eux seront précisés (logiciels,...). Le pilotage de l'articulation entre ces bureaux d'étude sera décrit.

Cette note sera accompagnée d'un organigramme en faisant apparaître les noms et les compétences de chaque spécialiste pour chacun des domaines des études.

Un planning des études sera intégré à ce document.

- Document 2 : Le planning détaillé des travaux en distinguant les différentes prestations (travaux préparatoires, déconstruction des ouvrages, terrassements, ouvrages d'art, dispositifs de confortement géotechniques, réseaux secs et humides, chaussée, équipements, signalisation...).

- Document 3 : Les moyens et l'organisation que le candidat compte mettre en œuvre pour assurer les principales prestations, la qualité des travaux (liste du matériel et du personnel d'encadrement affecté au chantier, fiches de qualification du personnel, provenance des fournitures et références des fournisseurs correspondants, fiches techniques produits, évacuation des matériaux, recours ou non à la sous-traitance...), les modalités d'accès aux différents secteurs du chantier (notamment pour réaliser le puits situé au niveau de l'ancien CFD) et les modalités d'approvisionnement du chantier, ainsi que l'organisation du suivi du planning.

- Document 4 : Une notice relative à l'hygiène et la sécurité du chantier. Cette notice précisera notamment :

- Les principales mesures prévues pour assurer la sécurité et la protection de la santé du personnel sur le chantier conformément au PGCSPPS ;
- Des informations sur les moyens que le candidat mettra en œuvre pour la gestion des voies ouvertes à la circulation publique à proximité immédiate du chantier, et présentera de façon détaillée les points suivants :
  - La gestion du trafic routier en lien avec le projet de DESC ;
  - Les dispositions prévues pour la bonne tenue et la propreté du chantier et notamment les moyens mis en œuvre pour assurer par tout temps la propreté de ces voies.- ;
- Le schéma de principe des installations de chantier (implantation(s), baraquements, aires de stockage, d'entretien des véhicules, de stationnement, gestion des déchets compris ceux de type « ordures ménagères »...) . Le plan définitif sera établi lors de la période de préparation.

### **B- Un mémoire technique spécifique aux ouvrages d'art :**

Ce mémoire comportera, pour chacun des ouvrages (cadre, création du puits et raccordement à l'ouvrage n°4) , une note méthodologique pour la réalisation des différents éléments constituant l'ouvrage précisant notamment : les moyens matériels mis en œuvre, les modalités de réalisation privilégiées pour garantir la stabilité en phase travaux, la gestion des matériaux, des pistes et circulations internes au chantier, le phasage.

Le mémoire précisera également le lieux de préfabrication des éléments du cadre et la centrale d'approvisionnement du béton XF4 G+S pour la descente d'eau. Pour les éléments préfabriqués du cadre, comme pour la descente d'eau, le mémoire sera assorti d'une étude de formulation du béton XF4 G+S valide.

Seront annexés, les certificats de conformité aux normes et marques de qualité concernant les produits suivants :

- Cadres préfabriqués béton armé ;
- Dispositif d'étanchéité sur cadre ;
- Béton prêt à l'emploi ;
- Béton projeté ;
- Tirants.

Pour ceux de ces produits faisant référence à des normes ou marques de qualité étrangères le candidat fournira tous les documents complémentaires permettant d'apprécier l'équivalence. Les certificats originaux établis éventuellement dans une langue autre que le français devront être accompagnés de leur traduction en français.

Seuls seront examinés les certificats émis par des organismes accrédités (par des organismes d'accréditation signataires des accords dits "EA" ou à défaut ayant fourni la preuve de leur conformité à la norme EN 45011).

#### **C- Un mémoire spécifique pour la prise en compte des enjeux environnementaux :**

En liaison avec la NRE, le candidat développera les moyens mis en œuvre pour respecter les exigences et recommandations de la notice. Il exposera également l'organisation des travaux et les contraintes temporelles qui en découlent.

**Les documents explicatifs II et III ci-dessus (SOPAQ, SOPRE, mémoire justificatif et explicatif), sont jugés indispensables au choix du mieux disant pour l'application des critères « valeur technique de l'offre » et « performances en matière d'environnement » prévus à l'article 4 du présent règlement.**

#### **3-1.3.** Fourniture d'échantillons, de maquettes ou de prototypes

Sans objet.

#### **3-1.4.** Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

Pour l'application des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP le candidat susceptible d'être retenu devra fournir :

- Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdictions visées aux articles L.2141-1 et L.2141-4 du CCP
- Les certificats fiscaux et sociaux
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du code du travail
- Le numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1o de l'article R. 2143-13 ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion

ou les documents équivalents ou déclaration en cas de candidats étrangers, traduits en français.

En sus, les attestations d'assurance visées à l'article 1-6.3 du CCAP seront remises avant la notification du marché.



### **3-2. Variantes**

Le dossier spécifique variante est unique et respecte les exigences suivantes :

Si le candidat souhaite présenter une solution variante, il devra fournir à l'appui de son offre un dossier variante, unique, qui présente l'offre agrémentée de la variante qu'il retient.

Ce dossier variante sera constitué des pièces suivantes :

- d'un acte d'engagement propre à la solution variante ;
- de toutes les pièces demandées au titre de l'offre de base ci-dessus sauf si elles sont identiques à celles remises pour l'offre de base ;
- d'une notice explicative nécessaire à la compréhension de la variante qui reprend notamment les modifications proposées aux pièces contractuelles indiquées au règlement de la consultation ;
- le dossier des propositions techniques prévues au 2-5 ci-dessus.
- un dossier détaillant précisément les modifications techniques apportées et justifiant les nouveaux prix et nouvelles quantités par des plans, notes de calcul, avant-métrés, calendrier prévisionnel avec un niveau de détail équivalent à des études de projet (PRO), les modifications du CCTP et du CCAP.
- les mesures ainsi que les incidences sur la programmation des travaux et les délais engendrés par la variante seront à intégrer dans les documents 1 à 3.

S'agissant de prix forfaitaires proposés par le candidat dans le cadre de la variante, le candidat ne pourra se prévaloir d'oublis qu'il aurait fait dans ses études, et qui se révéleraient aux études d'EXE, pour solliciter une rémunération complémentaire.

Les documents non remis comme indiqué seront considérés comme inchangés par rapport à l'offre de base.

## **ARTICLE 4. SELECTION DES CANDIDATURES - EXAMEN DES OFFRES ET NEGOCIATION**

Le maître d'ouvrage commencera par examiner les offres, seule la candidature du soumissionnaire susceptible d'être retenu sera analysée.

### **4-1. Sélection des candidatures**

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

Au vu des seuls renseignements relatifs aux candidatures, celles qui ne peuvent être admises en application des dispositions des articles R.2144-1 à R.2144-7 du CCP sont éliminées par l'acheteur.

En cas de candidatures incomplètes, le maître d'ouvrage demandera aux candidats concernés de compléter celles-ci.

### **4-2. Jugement et classement des offres**

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 et L.2152-4 du CCP.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

Le RMO ne prévoit pas de négociation des offres.

Après examen, les offres inacceptables seront éliminées. Les offres irrégulières seront éliminées ou régularisées conformément aux articles R.2152-1 à R.2152-2 du CCP.

Le RMO examinera l'offre de base des soumissionnaires ainsi que les variantes pour établir un classement unique.

Après classement des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le RMO.

Les critères d'attribution du marché seront pondérés comme suit :

| Critère d'attribution  | Pondération |
|--|-------------|
| La valeur technique des prestations, appréciée au vu du contenu des éléments à joindre au projet de marché tels qu'ils sont définis à l'article 3-1.2 du présent règlement de la consultation : SOPAQ, SOPRE et mémoire justificatif et explicatif.                                      | 40,00 %     |
| Le prix des prestations.   | 50,00 %     |
| Les performances en matière d'environnement appréciées au vu du contenu des éléments à joindre au projet de marché tels qu'ils sont définis à l'article 3-1.2 du présent règlement de la consultation : SOPRE et mémoire spécifique pour la prise en compte des enjeux environnementaux. | 10,00 %     |

Tout rabais ou remise de toute nature qui n'est pas expressément autorisé par le règlement et l'acte d'engagement ne sera pas pris en compte.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix, prévaudront sur toute autre indication de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication ou d'addition qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en compte.

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition d'un prix forfaitaire ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant, en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Lors de l'examen des offres, le RMO se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du

candidat sera prononcée par le RMO qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le RMO pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.

#### **4-2.1. Appréciation de l'offre économiquement la plus avantageuse**

L'offre économiquement la plus avantageuse sera jugée au regard de la note globale (N) sur 100 établie de la manière suivante :

$$\text{Note globale (N)} = N_p + N_{VT} + N_{PMRE}$$

dans laquelle :

- $N_p$  = note attribuée au critère prix des prestations,
- $N_{VT}$  = note attribuée au critère valeur technique des prestations.
- $N_{PMRE}$  = note attribuée au critère performances en matière de respect de l'environnement.

La note globale (N) est donc calculée en affectant un poids de 50 % au critère « prix des prestations », 40 % au critère « valeur technique » et 10 % au critère « performances en matière de respect de l'environnement ».

Chaque offre sera affectée d'une note globale (N), à partir de laquelle un classement des offres par ordre décroissant sera établi.

Dans ce classement, l'offre affectée de la note globale la plus élevée sera jugée comme économiquement la plus avantageuse et proposée comme telle au Représentant du Maître d'Ouvrage.

Si plusieurs candidats obtiennent une note identique, le prix des prestations les départagera.

##### **4.2.1.1. Appréciation du critère « prix des prestations »**

La formule de calcul de la note prix est la suivante :

$$\text{Note prix} : 50 \times (\text{montant offre mini} / \text{montant offre})^2$$

La note  $N_p$  relative au critère « prix des prestations », variera de 0 à 50 points.

La note obtenue est arrondie à 2 décimales, soit par excès lorsque la 3ème décimale est supérieure ou égale à 5, et par défaut lorsque la 3ème décimale est inférieure à 5.

L'offre la moins-disante disposera de la note 50.

##### **4.2.1.2. Appréciation du critère « valeur technique des prestations »**

La note « valeur technique »  $N_{VT}$  sera appréciée au vu du contenu des documents explicatifs à joindre au projet de marché tels qu'ils sont définis à l'article 3-1.2 du présent règlement de la consultation et calculée suivant les sous critères suivants :

| Sous-critères pour notation de la valeur technique     |                 |                  | Points/40        |
|--|-----------------|------------------|------------------|
| <b>SOPAQ</b>   |                 |                  | <b>De 0 à 5</b>  |
|  |                 |                  |                  |
| <b>Mémoire justificatif et explicatif</b>              |                 |                  | <b>de 0 à 35</b> |
| <b>Mémoire technique d'ordre général</b>               |                 | <b>de 0 à 20</b> |                  |
| <u>Document 1</u> : Note « Études d'exécution »        | <b>de 0 à 5</b> |                  |                  |
| <u>Document 2</u> : Planning détaillé des travaux      | <b>de 0 à 5</b> |                  |                  |
| <u>Document 3</u> : Moyens et organisation             | <b>de 0 à 5</b> |                  |                  |
| <u>Document 4</u> : Hygiène et sécurité du chantier    | <b>de 0 à 5</b> |                  |                  |
| <b>Mémoire technique spécifique aux ouvrages d'art</b> |                 | <b>de 0 à 15</b> |                  |
|  |                 |                  |                  |
|  |                 |                  |                  |
|  |                 |                  |                  |

Les points sont attribués à chaque critère ou sous-critère défini ci-dessus en fonction de la qualité et de la pertinence des documents fournis par le candidat selon les cinq niveaux suivants :

- 100 % de Nc : Offre très satisfaisante au regard des attentes exposées dans la définition du sous-critère, c'est-à-dire une offre qui répond de manière très pertinente aux enjeux, apportant toutes les assurances de fiabilité et d'optimisation et pouvant apporter des plus-values ;

- 75 % de Nc : Offre satisfaisante au regard des attentes exposées dans la définition du sous-critère, c'est-à-dire à une offre qui répond très correctement aux enjeux avec toutefois quelques points de faiblesse ou de non optimisation ;

- 50 % de Nc : Offre acceptable au regard des attentes exposées dans la définition du sous-critère, c'est-à-dire à une offre qui répond globalement aux enjeux mais présente des insuffisances ou présente des incohérences mineures ne remettant pas en cause la recevabilité de l'offre ;

- 25 % de Nc : Offre insuffisante au regard des attentes exposées dans la définition du sous-critère, c'est-à-dire une offre qui ne répond que très partiellement aux enjeux avec un certains nombres de manquements ou d'insuffisances ;

- 0 % de Nc : Offre ne répondant pas aux attentes exposées dans la définition du sous-critère sans pouvoir être déclarée irrégulière.

où Nc est la note maximale pouvant être attribué au sous-critère noté.

Les notes de chaque sous-critère sont additionnées. Ainsi chaque offre se verra attribuer une note

N<sub>vt</sub> comprise entre 0 et 40 points.

#### **4.2.1.3. Appréciation du critère « Performances en matière de respect de l'environnement »**

La note « Performances en matière de respect de l'environnement » N<sub>PMRE</sub> sera appréciée au vu du contenu des documents explicatifs à joindre au projet de marché tels qu'ils sont définis à l'article 3-1.2 du présent règlement de la consultation et calculée suivant les sous critères suivants :

| <b>Sous-critères pour notation de la performances en matière de respect de l'environnement</b> |                 | <b>Points/10</b> |
|--|-----------------|------------------|
| <b>SOPRE</b>   |                 | <b>De 0 à 5</b>  |
|  |                 |                  |
| <b>Mémoire justificatif et explicatif</b>  |                 | <b>de 0 à 5</b>  |
| <b>Mémoire spécifique pour la prise en compte des enjeux environnementaux</b>                  | <b>de 0 à 5</b> |                  |

Les points sont attribués à chaque critère ou sous-critère défini ci-dessus en fonction de la qualité et de la pertinence des documents fournis par le candidat selon les cinq niveaux suivants :

- 100 % de N<sub>c</sub> : Offre très satisfaisante au regard des attentes exposées dans la définition du sous-critère, c'est-à-dire une offre qui répond de manière très pertinente aux enjeux, apportant toutes les assurances de fiabilité et d'optimisation et pouvant apporter des plus-values ;

- 75 % de N<sub>c</sub> : Offre satisfaisante au regard des attentes exposées dans la définition du sous-critère, c'est-à-dire à une offre qui répond très correctement aux enjeux avec toutefois quelques points de faiblesse ou de non optimisation ;

- 50 % de N<sub>c</sub> : Offre acceptable au regard des attentes exposées dans la définition du sous-critère, c'est-à-dire à une offre qui répond globalement aux enjeux mais présente des insuffisances ou présente des incohérences mineures ne remettant pas en cause la recevabilité de l'offre ;

- 25 % de N<sub>c</sub> : Offre insuffisante au regard des attentes exposées dans la définition du sous-critère, c'est-à-dire une offre qui ne répond que très partiellement aux enjeux avec un certains nombres de manquements ou d'insuffisances ;

- 0 % de N<sub>c</sub> : Offre ne répondant pas aux attentes exposées dans la définition du sous-critère sans pouvoir être déclarée irrégulière.

où N<sub>c</sub> est la note maximale pouvant être attribué au sous-critère noté.

Les notes de chaque sous-critère sont additionnées. Ainsi chaque offre se verra attribuer une note N<sub>PMRE</sub> comprise entre 0 et 10 points.

## **ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE**

**Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.**

**Les offres seront remises obligatoirement par voie électronique.**

### **5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation**

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique, par le maître d'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres.

Les candidats appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils adressent à l'acheteur.

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les pré-requis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence .....

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-1.2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, odp, odt, ods, dwg et dxf seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- Les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le maître d'ouvrage ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte.

Toute offre remise sur support « papier » ou sur support physique électronique externe, à l'exception de la copie de sauvegarde prévue à l'article R2132-11 du CCP, sera considérée comme irrégulière et traitée dans les conditions fixées aux articles R2152-1 et 2 du CCP.

## **5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique**

### **5-2-1 Remise de la copie de sauvegarde**

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du CCP, dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention lisible «copie de sauvegarde».

La copie de sauvegarde sera transmise sous pli cacheté :

**L'enveloppe** portera l'adresse et mentions suivantes :

Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée  
Unité de la Commande Publique  
16 rue Antoine Zattara - CS 70248  
13331 Marseille Cedex 3

Copie de sauvegarde pour : Marché travaux de réparation du ponceau de l'ancien dépôt à sel sur la RN106 au PR21+220

Nom du candidat ou des membres du groupement candidat<sup>(\*)</sup> :

**« NE PAS OUVRIR »**

<sup>(\*)</sup> En cas de groupement, l'identité du mandataire sera précisée.

Elle devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement.

Dans l'hypothèse d'un envoi sur support physique électronique (CD-Rom formaté "Joliet"), les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

### **5-2-2 Modalités d'ouverture de la copie de sauvegarde**

La copie de sauvegarde sera ouverte, sous réserve qu'elle soit remise dans les conditions de précisées à l'art 5-2-1 :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou offres remises par voie électronique
- lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

## **ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 15 jours avant

la date limite de remise des offres, une demande écrite en utilisant les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence précisée au 5-1.

Une réponse sera alors adressée en temps utile par l'intermédiaire de cette plate-forme à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 7 jours avant la date limite de remise des offres.